

F. 89 — 2420

17 NOVEMBRE 1989. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 6 juillet 1987 portant exécution de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés, notamment l'article 6;

Vu l'arrêté royal du 6 juillet 1987 portant exécution de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés, notamment l'article 4, alinéa 1^{er}, modifié par l'arrêté royal du 19 octobre 1988;

Vu l'avis du Conseil supérieur national des handicapés, donné le 23 octobre 1989;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence motivée par la nécessité de prendre les mesures administratives nécessaires afin d'exécuter les augmentations programmées;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Politique des Handicapés et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 4, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 6 juillet 1987 portant exécution de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés, modifié par l'arrêté royal du 19 octobre 1988, les nombres « 255 757 », « 191 816 » et « 127 888 » sont remplacés respectivement par les nombres « 260 872 », « 195 652 » et « 130 446 » au 1^{er} janvier 1990.

Art. 2. La disposition de l'article 1^{er} est appliquée d'office :

1^o aux personnes qui bénéficient effectivement au 31 décembre 1989 d'une allocation de remplacement de revenus;

2^o aux personnes dont le droit à l'allocation de remplacement de revenus n'a pas encore été fixé par une décision administrative au 31 décembre 1989.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à la Politique des Handicapés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 novembre 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

Ph. BUSQUIN

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique
et à la Politique des Handicapés,

R. DELIZÉE

F. 89 — 2421

13 DECEMBRE 1989. — Arrêté royal portant exécution de l'article 34quaterdecies de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité en ce qui concerne les prestations de biologie clinique et de médecine nucléaire *in vitro*, effectuées en sous-traitance pour des bénéficiaires hospitalisés

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, notamment l'article 34quaterdecies inséré par la loi-programme du 6 juillet 1989;

N. 89 — 2420

17 NOVEMBER 1989. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 6 juli 1987 tot uitvoering van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 juli 1987 tot uitvoering van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten, inzonderheid op artikel 4, eerste lid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 oktober 1988;

Gelet op het advies van de Nationale Hoge Raad voor gehandicapten, gegeven op 23 oktober 1989;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door de nodige administratieve schiftingen te treffen teneinde de geprogrammeerde verhogingen door te voeren;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en van Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Gehandicaptenbeleid en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 4, eerste lid, van het koninklijk besluit van 6 juli 1987 tot uitvoering van de wet van 27 februari 1987 betreffende de tegemoetkomingen aan gehandicapten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 oktober 1988, worden de getallen « 255 757 », « 191 816 » en « 127 888 » respectievelijk vervangen door de getallen « 260 872 », « 195 652 » en « 130 446 » op 1 januari 1990.

Art. 2. De bepaling van artikel 1 wordt van ambtswege toegepast

1^o op de personen die op 31 december 1989 werkelijk een inkomen vervangende tegemoetkoming genieten;

2^o op de personen wier recht op de inkomen vervangende tegemoetkoming nog niet bij een administratieve beslissing is vastgesteld op 31 december 1989.

Art. 3. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Gehandicaptenbeleid zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 november 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

Ph. BUSQUIN

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid
en Gehandicaptenbeleid,

R. DELIZÉE

N. 89 — 2421

13 DECEMBER 1989. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 34quaterdecies van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering met betrekking tot de verstrekkingen inzake klinische biologie en nucleaire geneeskunde *in vitro*, die in onderaanname worden verricht voor in een ziekenhuis opgenomen rechthebbenden

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, inzonderheid op artikel 34quaterdecies, ingevoegd bij de programmwet van 6 juli 1989;

Vu l'avis émis le 9 octobre 1989 par le Comité de gestion du Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Le présent arrêté s'applique aux prestations de biologie clinique et de médecine nucléaire in vitro visées respectivement aux articles 3, § 1er, 24, § 1er et 18, § 2, B, e) de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, qui sont effectuées pour un bénéficiaire hospitalisé, et dont l'exécution est donnée en sous-traitance à un laboratoire non intégré comme service médico-technique, visé à l'article 24, § 3, de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 précité, dans l'établissement où le bénéficiaire est hospitalisé.

Ajt. 2. Le laboratoire hospitalier qui donne l'exécution des prestations en sous-traitance au laboratoire visé à l'article 1er, lui procure à cette fin une copie de la prescription originale, accompagnée d'un document contenant les données permettant l'identification de l'hôpital, du laboratoire hospitalier et du bénéficiaire, ainsi que la nature des prestations dont l'exécution est demandée en sous-traitance. Ce document mentionnera aussi l'organe de l'hôpital chargé de la facturation.

Art. 3. Le gestionnaire de l'hôpital, ou le cas échéant, le service de perception centrale du conseil médical de l'hôpital où séjourne le bénéficiaire est seul habilité à facturer à l'organisme assureur, conformément à la réglementation en vigueur, les montants dus par l'assurance soins de santé pour les prestations visées à l'article 1er.

A cet effet, le laboratoire sous-traitant fait parvenir au laboratoire hospitalier le document visé à l'article 2 complété par les données permettant l'indication du laboratoire qui exécute la prestation en sous-traitance, du prestataire et du prescripteur, ainsi que la date d'exécution et la nature des prestations effectuées en sous-traitance.

Au cas où la facturation est faite par le service de perception centrale du conseil médical de l'hôpital, le laboratoire sous-traitant communique au laboratoire hospitalier les attestations de soins données relatives aux prestations effectuées.

Les dispositions de l'article 9ter, § 10, de l'arrêté royal du 24 décembre 1963 portant règlement des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité sont applicables au document visé à l'article 2.

Art. 4. Le modèle du document visé à l'article 2 est arrêté par le Comité de gestion du Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité. Il peut être dérogé à ce modèle quant à sa présentation mais pas quant aux mentions qui y figurent.

Art. 5. Le montant de l'intervention de l'assurance soins de santé du pour les prestations visées à l'article 1er est payé par l'organisme assureur, conformément à la réglementation en vigueur, au gestionnaire de l'hôpital ou, le cas échéant, au service de perception centrale du conseil médical de l'hôpital où séjourne le bénéficiaire.

Art. 6. Le gestionnaire de l'hôpital ou, le cas échéant, le service de perception centrale du conseil médical de l'hôpital où séjourne le bénéficiaire, qui perçoit l'intervention de l'assurance soins de santé pour les honoraires forfaitaires visés à l'article 34 octies de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité et pour les honoraires forfaitaires pour prestations d'urgence en faveur des patients hospitalisés visés à l'article 24, § 3, de l'arrêté royal du 14 septembre 1984 précité, est tenu de verser au laboratoire sous-traitant, pour les prestations qu'il a effectuées en sous-traitance, un montant correspondant à celui de l'honoraire fixé pour les prestations concernées quand elles sont effectuées pour un bénéficiaire non-hospitalisé — y compris les suppléments d'honoraires pour les prestations de biologie clinique urgentes visées à l'article 26, § 1bis, de l'arrêté royal du 14 septembre 1984 précité — conformément à l'article 34 de la loi du 9 août 1963 précitée.

Gelet op het advies, uitgebracht op 9 oktober 1989 door het Beheerscomité van de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de verstrekkingen inzake klinische biologie en nucleaire geneeskunde in vitro, respectievelijk bedoeld in de artikelen 3, § 1, 24, § 1 en 18, § 2, B, e), van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte ziekte en invaliditeitsverzekering, en verricht voor een in een ziekenhuis opgenomen rechthebbende, waarvan de uitvoering in onderaanname wordt gegeven aan een laboratorium dat niet als medisch-technische dienst bedoeld in artikel 24, § 3, van de bijlage bij voren genoemd koninklijk besluit van 14 september 1984, is geïntegreerd in de inrichting waar die rechthebbende is opgenomen.

Art. 2. Het ziekenhuislaboratorium dat de uitvoering van verstrekkingen in onderaanname geeft aan het in artikel 1 bedoelde laboratorium, bezorgt het daartoe een afschrift van het originele voorschrijf, samen met een document waarin de gegevens zijn vermeld die de identificatie van het ziekenhuis, het ziekenhuislaboratorium en de rechthebbende mogelijk maken, alsmede de aard van de verstrekkingen waarvan de uitvoering in onderaanname wordt gevraagd. In dat document moet ook het orgaan van het ziekenhuis worden vermeld dat belast is met de facturering.

Art. 3. Alleen de ziekenhuisbeheerder, of desgevallend de dienst centrale inning van de medische raad van het ziekenhuis waar de rechthebbende verblijft, is bevoegd om overeenkomstig de geldende reglementering aan de verzekeringsinstelling de bedragen aan te rekenen die de verzekering voor geneeskundige verzorging verschuldigd is voor de in artikel 1 bedoelde verstrekkingen.

Daartoe bezorgt het laboratorium onderaannemer, aan het ziekenhuislaboratorium het in artikel 2 bedoeld document, aangevuld met de gegevens die de identificatie mogelijk maken van het laboratorium, dat de verstrekking in onderaanname verricht, van de verstrekker en van de voorschrijver, alsmede met de datum van uitvoering en de aard van de in onderaanname verrichte verstrekkingen.

Als de facturering door de dienst centrale inning van de medische raad van het ziekenhuis geschiedt, bezorgt het laboratorium, onderaannemer, aan het ziekenhuislaboratorium de getuigschriften voor verstrekte hulp betreffende de verrichte verstrekkingen.

De bepalingen van artikel 9ter, § 10, van het koninklijk besluit van 24 december 1963 houdende verordening op de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering zijn van toepassing op het in artikel 2 bedoeld document.

Art. 4. Het model van het in artikel 2 bedoeld document wordt vastgesteld door het Beheerscomité van de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering. Van dat model mag worden afgeweken wat de opmaak ervan betreft doch niet waar het gaat om de vermeldingen die erop voorkomen.

Art. 5. Het bedrag van de tegemoetkoming van de verzekering voor geneeskundige verzorging dat verschuldigd is voor de in artikel 1 bedoelde verstrekkingen, wordt door de verzekeringsinstelling overeenkomstig de geldende reglementering betaald aan de beheerder van het ziekenhuis of in voorkomend geval, aan de dienst centrale inning van de medische raad van het ziekenhuis waar de rechthebbende verblijft.

Art. 6. De ziekenhuisbeheerder, of in voorkomend geval, de dienst centrale inning van de medische raad van het ziekenhuis waar de rechthebbende verblijft, die de tegemoetkoming van de verzekering voor geneeskundige verzorging int voor de forfaitaire honoraria, bedoeld in artikel 34 octies van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering en voor de forfaitaire honoraria voor dringende verstrekkingen aan de in artikel 24, § 3 van voren genoemd koninklijk besluit van 14 september 1984 bedoelde in een ziekenhuis opgenomen patiënten, moet aan het laboratorium-onderaannemer, voor de verstrekkingen die het in onderaanname heeft verricht, een bedrag storten dat overeenkomt met het bedrag van het honorarium dat is vastgesteld voor de desbetreffende verstrekkingen wanneer ze verricht worden voor een niet in een ziekenhuis opgenomen rechthebbende — inclusief de bijkomende honoraria voor de dringende verstrekkingen inzake klinische biologie, bedoeld in artikel 26, § 1bis, van voren genoemd koninklijk besluit van 14 september 1984 — overeenkomstig artikel 34 van voren genoemde wet van 9 augustus 1963.

Ce montant sera versé dans les trois mois suivant la date d'envoi par le laboratoire sous-traitant au laboratoire hospitalier, des résultats des prestations demandées.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*. Il s'applique aux prestations dont l'exécution a été donnée en sous-traitance à un laboratoire à partir du même jour.

Art. 8. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 décembre 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
Ph. BUSQUIN

**MINISTERE DE L'INTERIEUR
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

F. 89 — 2422

13 DECEMBRE 1989. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 66, alinéa 2, de la Constitution;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères, notamment l'article 27, § 2, modifié par l'arrêté royal du 4 janvier 1974, l'article 34, § 1er, modifié par l'arrêté royal du 27 juillet 1989, et l'annexe 1er, modifiée par les arrêtés royaux des 4 janvier 1974, 5 décembre 1978, 27 juillet 1981, 4 novembre 1987, 3 décembre 1987 et 16 août 1988;

Vu les protocoles des 4 novembre 1987 et 6 février 1989, dans lesquels sont consignées les conclusions des négociations menées au sein du comité commun à l'ensemble des services publics;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 18 octobre 1989;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. A l'article 27, § 2, de l'arrêté royal du 29 juin 1973 portant statut pécuniaire du personnel des ministères, modifié par l'arrêté royal du 4 janvier 1974, le montant « 14 310 francs » est remplacé par le montant « 37 025 francs ».

Art. 2. A l'article 34, § 1er, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 27 juillet 1989, l'indice-pivot « 114,20 » est remplacé par l'indice-pivot « 138,01 ».

Art. 3. L'annexe 1er du même arrêté, modifiée par les arrêtés royaux des 4 janvier 1974, 5 décembre 1978, 27 juillet 1981, 4 novembre 1987, 3 décembre 1987 et 16 août 1988, est remplacée par l'annexe jointe au présent arrêté.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1990.

Art. 5. Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 13 décembre 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre du Budget,
H. SCHILTZ

Le Ministre de la Fonction publique,
R. LANGENDRIES

Dat bedrag moet worden gestort binnen de drie maanden na de datum waarop het laboratorium, onderaannemer, de resultaten van de gevraagde verstrekkingen aan het ziekenhuislaboratorium heeft gezonden.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. Het is van toepassing op de verstrekkingen waarvan de uitvoering vanaf die dag aan een laboratorium in onderaanneming werd gegeven.

Art. 8. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 december 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
Ph. BUSQUIN

**MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN
EN OPENBAAR AMBT**

N. 89 — 2422

13 DECEMBER 1989. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Greet.

Gelet op artikel 66, tweede lid, van de Grondwet;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, inzonderheid op artikel 27, § 2, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 januari 1974, op artikel 34, § 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 juli 1989, en op bijlage 1, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 4 januari 1974, 5 december 1978, 27 juli 1981, 4 november 1987, 3 december 1987 en 16 augustus 1988;

Gelet op de protocols van 4 november 1987 en 6 februari 1989, waarin de conclusies van de onderhandelingen, gevoerd binnen het gemeenschappelijk comité voor alle overheidsdiensten, worden vermeld;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 18 oktober 1989;

Op de voordracht van Onze Minister van Openbaar Ambt en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 27, § 2, van het koninklijk besluit van 29 juni 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel der ministeries, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 januari 1974, wordt het bedrag « 14 310 frank » vervangen door het bedrag « 37 025 frank ».

Art. 2. In artikel 34, § 1, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 27 juli 1989, wordt het spilindexcijfer « 114,20 » vervangen door het spilindexcijfer « 138,01 ».

Art. 3. Bijlage 1 bij hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 4 januari 1974, 5 december 1978, 27 juli 1981, 4 november 1987, 3 december 1987 en 16 augustus 1988, wordt vervangen door de bij dit besluit gevoegde bijlage.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1990.

Art. 5. Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 13 december 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Begroting,
H. SCHILTZ

De Minister van Openbaar Ambt,
R. LANGENDRIES